



Déclaration Liminaire Force Ouvrière

CTR TERRE du 8 décembre 2015

Monsieur le président,

Ce dernier CTR de l'année 2015 nous laisse d'ores et déjà une impression de déjà vu, de déjà vécu et un goût amer.

Pour celles et ceux qui ont eu la chance de participer aux dernières CICPC des Etats-Majors et Régiments des Forces comme on avait coutume de les appeler, mais c'était avant, ils se souviendront d'un même sentiment de craintes et d'interrogations quant à leur avenir car, à l'époque, nous étions également à la veille de grandes réorganisations au ministère et notamment à l'Armée de Terre.

Aujourd'hui, quelques années plus tard, le spectre de la réorganisation et des incertitudes sur l'avenir des agents à l'Armée de Terre réapparaît à la différence qu'aujourd'hui, la gestion des effectifs n'est plus du ressort de l'employeur direct et que les effectifs civils sont devenus plus que jamais la variable d'ajustement dans notre ministère. A la différence aussi qu'à l'époque le commandement ne cachait pas les difficultés futures et comprenait le pessimisme ambiant, ce qui n'est visiblement plus le cas aujourd'hui ; j'en veux pour preuve l'optimisme sans limite que le DCSIMMT a tenté de nous transmettre le mardi 24 novembre dernier.

Notre Président en personne, relayé par les grands chefs de service, a clairement affiché une volonté de préserver et de stopper les réductions d'effectifs « opérationnel », sans remettre en cause les réformes en cours et les suppressions de postes de soutien. C'est encore et toujours les civils qui paieront la facture.

Alors comment ne pas faire preuve de pessimisme comme le regrettait le Général Dominguez lors de la dernière multilatérale. Comment afficher un optimisme, sauf à ce qu'il soit béat, devant les maigres engagements sur le maintien des effectifs à l'Armée de Terre et surtout face à l'annonce de 600 suppressions futures de postes civils au SMITTER.

Les agents civils sont fatigués, fatigués des discours sans fin et sans issue, fatigués de subir, années après années, les conséquences des réformes, fatigués de voir leur outil de travail se détériorer quand il n'est pas mis à la disposition d'industriels peu scrupuleux, fatigués enfin de voir qu'ils ne sont que des pions sur l'échiquier des financiers et des comptables.

Force Ouvrière ne vous égrènera pas, une fois de plus, la litanie sans fin des revendications salariales, des bordereaux, points d'indices et autres sujets qui nous fâchent mais dont tout le monde se fout royalement ou tout au plus compatit hypocritement. Tout au plus aimerions-nous connaître la méthode d'identification des professions des agents pour l'attribution du RIFSSEP pour les ATMD.

Force Ouvrière exige aujourd'hui de connaître le devenir de la composante civile à l'Armée de Terre.

Force Ouvrière ne pourrait tolérer que ce CTR ne soit pas celui de la transparence sur la politique de gestion des effectifs à l'Armée de Terre jusqu'au terme de la LPM 2015-2019.

Nous n'osons croire que vous ayez construit une maquette sur 5 ans sans prendre en compte les effectifs ou du moins les besoins indispensables pour les prochaines années et surtout sans y intégrer les organismes ou leur éventuelle disparition.

Au-delà de la nécessité sécuritaire qui découle des attentats meurtriers du 13 novembre dernier et nous voulons saluer ici, une fois encore, toutes celles et tous ceux qui ont secouru, rassuré et sauvé des victimes et compatissons à la peine qui touche les familles endeuillées. Force Ouvrière persiste à revendiquer un rééquilibrage Personnel Civil et Personnel Militaire et nous espérons que l'audit, diligenté par le Contrôle Général, prouvera le bien-fondé de notre revendication.

Certes, le président Hollande, chef des Armées a décrété que le pacte de stabilité était à présent remplacé par le pacte de sécurité, mais pour combien de temps ? Alors même que l'ensemble de la classe politique et les milieux bien renseignés, dont je l'espère notre ministère fait partie, n'ont eu de cesse, après coup, d'affirmer que tout ce qui arrivait était prévisible et inéluctable..... fallait-il donc 130 innocentes victimes pour réaffirmer les missions régaliennes qui sont les nôtres et le nécessaire soutien du pays à notre ministère et à toutes ses composantes, civils inclus.

Il est vrai que lors de la présentation, faite par le CEMAT à polytechnique, du projet « au Contact », la composante civile a été totalement ignorée, à l'exception du Général SERVERA, votre prédécesseur qui a rappelé, durant 6 secondes à peine, qu'il y avait une composante civile à l'Armée de Terre. Même si nous ne sommes plus que 60000 agents au ministère, nous existons et apportons, au quotidien, nos compétences à l'institution.

Nous pouvons nous interroger sur la place qui est la nôtre à l'Armée de Terre ou plutôt quelle est la place que vous accorderez demain aux personnels civils ???

Lors de la dernière multilatérale qui s'est déroulée à l'Ecole Militaire, Force Ouvrière vous avait demandé de rajouter à l'ordre du jour déjà établi, le dossier « au Contact » pour une présentation aux élus du CTR, qui sont les représentants des agents civils de l'Armée de Terre au niveau central. Je vous remercie d'avoir, après consultation, agréé notre demande. Il est dommage que notre requête, formulée en réunion bilatérale n'ait pas été suivie d'effet et je suppose que sans la multilatérale cette présentation n'aurait pas été faite devant cette instance, ce qui eut été dommage.

Nous notons également que le timing des deux ordres du jour n'a pas été changé et que de fait, nous nous serions sans doute un peu ennuyés sans le rajout de cette présentation. Nous pourrions néanmoins sans aucun problème, du moins c'est notre proposition, écourter la pause déjeuner afin d'exploiter au maximum le temps pour ce CTR.

Je ne doute pas, Mon général, que vous aurez à cœur de faire vivre ce CTR dans un climat suffisamment serein pour y développer un véritable dialogue social.

Au nom de Force Ouvrière je tenais à vous redire notre attachement à un dialogue social vivant, dynamique et respectueux, ce qui bien évidemment exclus que nous subissions les présentations sans pouvoir intervenir au cours de celles-ci et d'éviter ainsi de devoir revenir sur les diapositives pour en débattre à l'issue. Cela se fera, n'en doutez pas Mon général, dans le respect mutuelle et la courtoisie de rigueur au sein d'une telle instance. Cela n'a d'ailleurs jamais posé de problème particulier jusqu'à ce jour.

L'Armée de Terre, Mon Général, est aujourd'hui victime de sa rigueur et de sa probité envers son ministère mais plus largement envers l'Etat.

L'Armée de Terre a accepté de resserrer les rangs lorsqu'il lui a été demandé de réduire les effectifs. L'Armée de Terre a accepté de maintenir ses capacités opérationnelles lorsqu'il s'est agi de défendre les intérêts de la France. L'Armée

de Terre enfin a su répondre présente lorsque les évènements risquaient d'entraîner le chaos dans notre pays. L'Armée de Terre a été, par-dessus tout mal récompensée de ses efforts même si pour des raisons d'urgence sécuritaire, le politique a accepté de desserrer l'étreinte. Notre armée est aujourd'hui, dans son secteur de soutien et de maintenance opérationnelle, quasiment exsangue.

Mon Général, Force Ouvrière vous exhorte de mettre tout en œuvre et de mener toutes les actions nécessaires et indispensables pour maintenir les effectifs civils existants et vous assurer d'embauches et de recrutements en nombre pour retrouver notre capacité d'assurer les missions et de pouvoir se garantir un plan de charge à la hauteur de nos ambitions mais surtout de nos besoins.

Je ne peux conclure mes propos sans vous redire, Mon général, l'attachement viscéral de la grande majorité des personnels civils à son ministère en général et à l'Armée de Terre en particulier. Vous avez à votre disposition une composante civile responsable qui ne demande qu'à pouvoir exécuter sa mission avec les moyens que vous mettrez à leur disposition et dans l'environnement que vous et vos subordonnés saurez leur proposer. Il ne faudrait pas, qu'à l'instar de ce que les agents vivent depuis quelques semaines déjà dans vos services à Tours, suite à la parution de l'arrêté du 8 octobre dernier portant sur la réorganisation de l'Armée de Terre et notamment dans le service « finance », de telles situations se répètent. Il aura fallu 8 semaines de relances incessantes à nos représentants locaux pour enfin trouver quelqu'un qui puisse au moins les renseigner si ce n'est les rassurer. Une communication interne sur le sujet aurait sans doute évité une montée en pression inutile et une économie en énergie pour tout le monde. Les agents civils, placés sous votre responsabilité, ont toujours su honorer le « contrat » qui les lie à leur employeur, ne les décevez pas car ils méritent toute votre attention mais aussi toute la reconnaissance qui leur est due.

Merci de votre attention.